

Rapport sur le rendement de l'APECA Pour la période se terminant le 31 mars 2006

Initiatives horizontales

Partenariat du tourisme du Canada atlantique	1
Programme de promotion du commerce extérieur	4
Équipe Canada Atlantique	6
Partenariat rural canadien	8
Équipe Canada inc.	10
Programme infrastructures Canada.....	11
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	11
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale	11
Initiative de représentation accrue.....	12
Programme international du Canada pour l'agriculture et l'alimentation.....	14
Centres de services aux entreprises du Canada.....	15
Développement économique des collectivités autochtones	16

Partenariat du tourisme du Canada atlantique

1. Nom de l'initiative horizontale		2. Nom du ministère responsable	
Partenariat du tourisme du Canada atlantique (PTCA)		APECA	
3. Date de mise en œuvre de l'initiative horizontale	4. Date de clôture de l'initiative horizontale	5. Total du financement fédéral versé	
1 ^{er} avril 2003	31 mars 2006	9,95 millions de dollars	
6. Description de l'initiative horizontale			
<p>L'industrie du tourisme est reconnue comme un secteur à croissance élevée au Canada atlantique et, depuis quinze ans, l'APECA a œuvré avec des partenaires provinciaux et de l'industrie à maximiser la croissance économique et la création d'emplois dans le secteur. Le Partenariat du tourisme du Canada atlantique (PTCA) a été créé en 1991 pour promouvoir toute la région de l'Atlantique en tant que destination touristique auprès de certains marchés cibles.</p> <p>Le PTCA est un partenariat panatlantique composé de neuf membres, soit l'APECA, les quatre associations provinciales de l'industrie touristique et les ministères du tourisme des provinces atlantiques.</p> <p>Pour continuer à percer les principaux marchés étrangers et à renforcer l'industrie touristique de la région, le PTCA a lancé sa quatrième initiative consécutive de marketing touristique à l'étranger. Le projet triennal en cours (exercices 2003-2004 à 2005-2006), d'une valeur de 19,95 millions de dollars, sert à appuyer des campagnes de marketing étayées par des recherches dans le but d'attirer dans la région de l'Atlantique un plus grand nombre de visiteurs des marchés clés des États-Unis, d'Europe et d'Asie.</p> <p>Les initiatives du PTCA sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Initiative de marketing aux États-Unis – augmenter les revenus touristiques en provenance du marché de la Nouvelle-Angleterre; et • Initiative de marketing outre-mer – promouvoir le tourisme auprès des marchés du Royaume-Uni, de l'Allemagne et du Japon au moyen de techniques de marketing intégrées. <p>Les frais du partenariat sont partagés comme suit : 50 % pour l'APECA (9,95 millions de dollars), 30 % pour les provinces (six millions de dollars) et 20 % pour les associations de l'industrie touristique (quatre millions de dollars). Les contributions de l'APECA et des provinces sont en espèces; celles des associations de l'industrie incluent des contributions en espèces et en nature ainsi que des investissements dans les activités liées au partenariat (p. ex. les inscriptions commerciales).</p>			
7. Résultats obtenus partagés			
<p>Les objectifs du PTCA s'assimilent aux résultats stratégiques de l'APECA, à savoir d'accroître les revenus, les profits, les investissements et les salaires dans le secteur du tourisme.</p> <p>Résultats du PTCA :</p> <p>Augmenter les revenus touristiques provenant de marchés américains ciblés et maintenir la proportion de touristes des marchés étrangers qui passent la nuit dans la région de l'Atlantique pendant leur séjour au Canada.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir la coopération régionale (entre le gouvernement fédéral, les provinces et l'industrie) • Promouvoir des activités de marketing différentielles • Réaliser des économies d'échelle en matière de marketing • Faire mieux connaître les provinces de l'Atlantique comme destination touristique • Augmenter le nombre de touristes et les revenus touristiques pour les quatre provinces de l'Atlantique 			
8. Structure de gouvernance			

Les activités du PTCA sont gérées par un comité de gestion composé des présidents des quatre associations de l'industrie touristique, des quatre sous-ministres provinciaux du tourisme et de deux représentants de l'APECA. Le comité de gestion administre et gère l'entente de partenariat, approuve les plans de travail et les budgets, évalue les activités des programmes et surveille les travaux des comités de travail. Les comités de travail sont composés de représentants du gouvernement fédéral, des provinces et de l'industrie, et ils sont chargés d'exécuter les initiatives du PTCA. Un secrétariat (doté d'un budget de 460 000 \$) surveille les opérations courantes du partenariat.

9. Partenaires fédéraux participant à chaque programme

L'APECA est le seul ministère fédéral accordant un financement. La Commission canadienne de tourisme peut s'associer de façon extraordinaire dans le cadre d'initiatives de marketing.

10. Nom du programme	11. Total des fonds versés	12. Dépenses prévues pour 2005-2006	13. Dépenses réelles en 2005-2006	
Initiative de marketing aux États-Unis	8,3 millions de dollars	2,77 millions de dollars	2,77 millions de dollars	
Résultats pour 2005-2006			14. Prévus	15. Obtenus
Rendement des investissements : revenus touristiques mesurables par dollar investi dans les campagnes médiatiques et de marketing			10:1	25,72:1
Nombre de demandes de renseignements directement liées au projet			140 000	208 352
Nombre de groupes de visiteurs directement liés au projet			35 000	60 577
Dépenses touristiques annuelles pour les produits et services directement liés au projet			45 millions de dollars	79,6 millions de dollars
16. Commentaires sur les écarts				
Le PTCA a mis au point un modèle de conversion Internet pour évaluer l'impact des voyageurs qui ont préféré télécharger des renseignements touristiques directement de l'Internet, plutôt que de demander de la documentation par des moyens traditionnels. L'inclusion de ces <i>demandes de renseignements anonymes sur Internet</i> dans sa recherche sur la conversion a permis au PTCA de mesurer l'impact des demandes de renseignements anonymes sur Internet sur les visites de groupes engendrées par les médias et les dépenses et les revenus liés au tourisme.				
10. Nom du programme	11. Total des fonds versés	12. Dépenses prévues pour 2005-2006	13. Dépenses réelles en 2005-2006	
Initiative de marketing outre-mer	1,19 millions de dollars	0,4 million de dollars	0,4 million de dollars	
Résultats pour 2005-2006			14. Prévus	15. Obtenus
Rendement des investissements : revenus touristiques mesurables par dollar investi dans les campagnes médiatiques et de marketing			5:1	6,21:1
Nombre de groupes de visiteurs directement liés au projet			80 000	Renseignements de Statistique Canada attendus à l'automne 2006
Dépenses touristiques annuelles pour les produits et services directement liés au projet			96 millions de dollars	
Revenus supplémentaires : revenus directement liés au programme			3,2 millions de dollars	5,1 millions de dollars
16. Commentaires sur les écarts				

Les statistiques sur le nombre de visites touristiques et les dépenses annuelles des visiteurs au Canada atlantique pour 2005 proviennent de l'Enquête sur les voyages internationaux de Statistique Canada. On ne prévoit pas que Statistique Canada annonce ou publie les statistiques de 2005 avant novembre 2006.

Les statistiques pour 2005 indiquent que 103 900 visiteurs des marchés étrangers ciblés par le PTCA ont passé une nuit au Canada atlantique et que ces visiteurs ont dépensé 121,1 millions de dollars dans la région de l'Atlantique. En 2005, la France a été ajoutée comme marché PTCA en développement.

17. Résultats que doivent obtenir les partenaires non fédéraux (le cas échéant)

Résultats à atteindre pour l'ensemble du partenariat

18. Personne-ressource	19. Approbation	20. Date de l'approbation
Rob McCloskey, directeur général, Tourisme atlantique Agence de promotion économique du Canada atlantique Téléphone : 902-626-2479 Courriel : rmcclosk@acoa-apeca.gc.ca	Rob McCloskey	14 juin 2006

Programme de promotion du commerce extérieur

1. Nom de l'initiative horizontale		2. Nom du ministère responsable	
Programme de promotion du commerce extérieur (PPCE)		Agence de promotion économique du Canada atlantique	
3. Date de mise en œuvre de l'initiative horizontale	4. Date de clôture de l'initiative horizontale	5. Total du financement fédéral versé	
11 avril 2005	31 mars 2010	7 millions de dollars	
6. Description de l'initiative horizontale			
<p>Le PPCE est un effort de collaboration entre le gouvernement fédéral et les quatre provinces de l'Atlantique et se veut une tribune pour la coordination des activités d'exportation internationale à l'échelle panatlantique et pour la mise en commun des ressources fédérales et provinciales limitées qui sont consacrées au développement des exportations. Ce programme, qui existe depuis 1994, a été prolongé de cinq ans par les partenaires compte tenu des succès connus à ce jour, de la pertinence continue de l'entente pour les besoins et occasions de promotion du commerce régional et de l'intérêt accru des intervenants.</p>			
7. Résultats obtenus partagés			
<p>Les résultats obtenus partagés pour le PPCE sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • amener plus de PME de l'Atlantique à exporter; • augmenter les ventes des PME de l'Atlantique; • diversifier les marchés d'exportation; et • favoriser une « culture de l'exportation » dans la région de l'Atlantique. 			
8. Structure de gouvernance			
<p>L'APECA, qui est le ministère responsable de cette initiative, héberge le secrétariat chargé d'administrer l'entente. Un comité de gestion composé d'un représentant de chacun des partenaires s'occupe de la planification et de la gestion des programmes exécutés en vertu de l'entente, ainsi que de l'évaluation des projets.</p>			
9. Partenaires fédéraux participant à chaque programme			
<p>Ministères et organismes fédéraux (70 % du financement) APECA (ministère responsable) Commerce international Canada – partenaire non financier Industrie Canada – partenaire non financier Gouvernements provinciaux et territoriaux (30 % du financement) Entreprises Nouveau-Brunswick Nova Scotia Business Inc. Ministère de l'Innovation, du Commerce et du Développement rural de Terre-Neuve-et-Labrador Expansion des affaires de l'Île-du-Prince-Édouard</p>			
10. Nom du programme	11. Total des fonds versés	12. Dépenses prévues pour 2005-2006	13. Dépenses réelles en 2005-2006
Programme de promotion du commerce extérieur	7 millions de dollars	0,1 million de dollars	0,3 million de dollars *
Résultats pour 2005-2006		14. Prévus	15. Obtenus

Augmenter le nombre de nouveaux exportateurs	8	9
Augmenter les ventes des exportateurs sur les marchés actuels	15	23
Aider les participants à diversifier leurs marchés d'exportation	30	18**
16. Commentaires sur les écarts		
<p>* Les dépenses réelles ont dépassé les dépenses prévues parce que le programme a pu commencer à accepter les demandes plus tôt que prévu.</p> <p>** Au moment d'imprimer, les résultats du sondage n'ont pas tous été recueillis pour les PME participant à cet élément des résultats.</p>		
17. Résultats que doivent obtenir les partenaires non fédéraux (le cas échéant)		
Le PPCE représente 70 % d'une entente avec les quatre provinces de l'Atlantique en vertu de laquelle le financement des projets appuyés par le programme est réparti selon le rapport 70/30. Les dépenses et les réalisations en matière de rendement seraient partagées en conséquence.		
18. Personne-ressource	19. Approbation	20. Date de l'approbation
Serge Langis, directeur général Commerce et investissement Agence de promotion économique du Canada atlantique N° de tél. : 506-851-6240 Courriel : serge.langis@acoa-apeca.gc.ca	Michelle MacDonald, Directrice générale par intérim Commerce et investissement	23 juin 2006

Équipe Canada Atlantique

1. Nom de l'initiative horizontale		2. Nom du ministère responsable	
Équipe Canada Atlantique		Agence de promotion économique du Canada Atlantique (APECA)	
3. Date de mise en œuvre de l'initiative horizontale	4. Date de clôture de l'initiative horizontale	5. Total du financement fédéral versé	
Avril 1999	Juillet 2010	11,14 millions de dollars	
6. Description de l'initiative horizontale			
<p>Équipe Canada Atlantique (ECA) est le résultat d'un partenariat entre l'APECA et les quatre provinces atlantiques qui ont l'appui d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, d'Industrie Canada, et d'Affaires étrangères et de Commerce international Canada. ECA s'est donnée pour mission de resserrer les liens de commerce et d'investissement noués entre la région du Canada atlantique et les États-Unis. Depuis 1999, environ 5,03 millions de dollars ont été dépensés pour les missions d'ECA. Dans l'ensemble, les participants aux missions ont fait état de ventes réelles de plus de 37 millions de dollars.</p> <p>L'approche d'ECA repose essentiellement sur la mission commerciale, qui permet à des PME des quatre provinces de l'Atlantique de rencontrer des acheteurs éventuels, des agents, des distributeurs et des partenaires stratégiques aux États-Unis. La mission commerciale est assortie d'un programme d'appui complet qui vise à fournir aux participants du secteur privé – avant, pendant et après leur mission – les connaissances, les contacts et les conseils dont ils ont besoin pour tirer le meilleur parti des débouchés commerciaux qui se présentent à l'étranger. La mission commerciale offre également au gouvernement du Canada et aux quatre provinces de l'Atlantique d'importantes occasions de promouvoir la région en tant que marché exceptionnel pour les investissements étrangers.</p>			
7. Résultats obtenus partagés			
<p>Les missions commerciales d'Équipe Canada Atlantique (ECA) sont axées sur les PME de la région de l'Atlantique, et elles ont pour but premier de les aider à accroître leurs exportations et à attirer des investissements sur les marchés clés. En voici les objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aider les PME de la région de l'Atlantique à mieux se préparer en vue de l'exportation; • créer des partenariats et des alliances entre des PME de la région et des entreprises exploitées sur les marchés cibles; • accroître le chiffre d'affaires des PME de la région de l'Atlantique qui exportent sur de nouveaux marchés ou des marchés établis et sensibiliser ces marchés à la région de l'Atlantique. <p>Entre avril 1999 et octobre 2005, Équipe Canada Atlantique a mené à bien onze missions aux États-Unis, auxquelles 360 entreprises ont participé. Les résultats sont intéressants : près de 3 000 réunions d'affaires et un chiffre d'affaires réel de plus de 37 millions de dollars à ce jour.</p>			
8. Structure de gouvernance			
<p>Un comité de gestion, qui est composé de hauts fonctionnaires de l'APECA, d'Affaires étrangères et Commerce international Canada et des gouvernements provinciaux, joue le rôle d'organe décisionnel. Il dirige et supervise la coordination et le déroulement des missions d'ECA. Le comité organisateur d'ECA est chargé de l'organisation de la mission et comprend des représentants des quatre ministères du commerce des provinces atlantiques, d'Affaires étrangères et Commerce international Canada, d'Industrie Canada, d'Agriculture et d'Agroalimentaire Canada et du secrétariat d'Équipe Canada Atlantique. Ce secrétariat, qui loge dans les bureaux de l'APECA, est chargé de la coordination globale et de la mise en œuvre des missions commerciales d'ECA.</p>			

9. Partenaires fédéraux participant à chaque programme			
<ul style="list-style-type: none"> • APECA • Affaires étrangères et Commerce international Canada – partenaire non financier • Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) – 6 000 \$ par mission • Industrie Canada – partenaire non financier 			
10. Nom du programme	11. Total des fonds versés	12. Dépenses prévues pour 2005-2006	13. Dépenses réelles en 2005-2006
Équipe Canada Atlantique	11,14 millions de dollars : APECA 132 000 \$: AAC	1,2 millions de dollars : APECA 12 000 \$: AAC	816 482 \$: APECA* 13 000 \$: AAC
Résultats pour 2005-2006		14. Prévus	15. Obtenus
Entreprises qui ont participé aux missions d'ECA		80	75**
Entreprises qui rapportent être mieux préparées à exporter à la suite de leur participation à la mission		55	63
Exportateurs existants qui ont conquis de nouveaux marchés d'exportation		40	43
Hausse du chiffre d'affaires à l'exportation – résultats finaux après deux ans		10 millions de dollars	34,005 millions de dollars
16. Commentaires sur les écarts			
<p>* Au sujet de la mission de suivi à Chicago, les coûts du projet ont été moindres que prévus en raison des changements importants apportés au programme de la mission. Pour les missions initiale et de suivi en Floride, des circonstances imprévisibles n'ont pas permis de dépenser tous les fonds durant l'exercice 2005-2006.</p> <p>** Au sujet de la mission de suivi à Chicago, la date de début du recrutement a été retardée, ce qui a entraîné une participation moindre que prévue.</p>			
17. Résultats que doivent obtenir les partenaires non fédéraux (le cas échéant)			
Les résultats sont les mêmes que pour l'initiative horizontale dans son ensemble.			
18. Personne-ressource	19. Approbation		20. Date de l'approbation
Serge Langis, directeur général Commerce et investissement Agence de promotion économique du Canada atlantique N° de tél. : 506-851-6240 Courriel : serge.langis@acoa-apeca.gc.ca	Michelle MacDonald, Directrice générale par intérim Commerce et investissement		21 juin 2006

Partenariat rural canadien

(Ministère responsable : Agriculture et Agroalimentaire Canada)

En qualité de comité du Conseil fédéral de l'Î.-P.-É., l'Équipe rurale de l'Île-du-Prince-Édouard a maintenu une approche de partenariat horizontal pour soutenir les besoins ruraux de l'Île. Lors de sa séance de planification en février, l'Équipe a dégagé la gouvernance, la jeunesse et le repeuplement ruraux comme domaines d'activités prioritaires. Une recherche sur la gouvernance rurale sera réalisée pour fournir de l'information sur cette question. La constitution du Réseau jeunesse de l'Î.-P.-É. a été appuyée par l'Équipe rurale de l'Î.-P.-É. et des discussions sont en cours avec la province pour explorer la possibilité de créer un Secrétariat de la jeunesse. L'Équipe a aussi constitué un groupe de travail sur le repeuplement qui aura pour mission d'aider à lancer des activités pour le repeuplement dans les collectivités rurales. Des réunions visant à engager la participation des citoyens locaux dans le développement des collectivités ont régulièrement lieu dans les communautés.

L'Équipe rurale de la Nouvelle-Écosse a assuré le leadership dans le Partenariat rural canadien, a coprésidé l'Équipe rurale de la Nouvelle-Écosse (ERNE) et a partagé les coûts du poste de conseiller régional. L'Équipe continue de bâtir et de soutenir les partenariats intégrés entre les gouvernements et les collectivités afin de promouvoir des collectivités rurales et côtières innovatrices, dynamiques, sécuritaires et saines. L'ERNE constitue un forum efficace pour a) échanger de l'information sur les priorités et les enjeux ruraux, b) partager les leçons apprises en ce qui a trait aux répercussions pour les collectivités rurales et côtières des politiques, programmes, initiatives et services, et c) la collaboration et le développement de partenariats appuyant le développement durable des collectivités rurales. L'ERNE s'est engagée envers les collectivités rurales et côtières en participant à la mise en œuvre de cinq modèles nationaux de développement rural et de renforcement des capacités rurales en Nouvelle-Écosse. Elle a également participé au regroupement des connaissances rurales avec le Nova Scotia Community College à Middleton. En 2005-2006, l'ERNE a tenu six réunions comptant en moyenne seize personnes, dont des citoyens ruraux et des représentants autochtones, acadiens et des organismes de développement régional.

L'Équipe rurale du Nouveau-Brunswick a continué de jouer un rôle important dans la création d'un site pour le partage de renseignements, le dialogue et la coordination entre les ministères et les organismes fédéraux et provinciaux, sans compter les intervenants cruciaux au développement économique. L'Équipe est coprésidée par la province et suit divers dossiers horizontaux. L'immigration, la jeunesse et la gouvernance locale ont figuré au sommet de la liste des priorités de l'Équipe rurale du Nouveau-Brunswick et continuent d'y figurer.

Le groupe *Futures in Newfoundland and Labrador Youth!* (FINALLY!) a obtenu des fonds du Secrétariat rural (initiative de réseautage) pour accueillir *Youth LEAP (Leadership, Entrepreneurship And Partnership)*. L'événement a rassemblé des jeunes dirigeants d'entreprise et de collectivités de toute la province et a donné l'occasion aux participants

de développer des capacités de leadership au sein de leurs communautés. Des cas de réussite de jeunes dirigeants ont été mis en lumière tout au long de la conférence afin de créer une attitude de confiance à l'égard de leurs compétences parmi les participants. L'événement était un partenariat entre FINALLY! et un certain nombre d'autres organismes au service des jeunes, notamment l'Association des Corporations au bénéfice du développement communautaire (CBDC) de Terre-Neuve-et-Labrador, la Newfoundland and Labrador Organization of Women Entrepreneurs (NLOWE) et Jeunes Entreprises (JE). La conférence de la Fondation canadienne pour la revitalisation rurale s'est déroulée à Terre-Neuve-et-Labrador en 2005. Cette activité a permis aux participants d'échanger sur les résultats de la recherche rurale, de mettre en relation des chercheurs et des spécialistes, et de déterminer de nouvelles possibilités de collaboration. L'Équipe rurale de Terre-Neuve-et-Labrador crée sans cesse de nouveaux partenariats avec les Conseils de développement économique régional, la Newfoundland and Labrador Regional Economic Development Association, les CBDC et d'autres organismes non gouvernementaux.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur toutes les initiatives horizontales du gouvernement canadien, consulter le site Web du Conseil du Trésor du Canada à http://www.tbs-sct.gc.ca/rma/eppi-ibdrp/hrdb-rhbd/profil_f.asp.

Équipe Canada inc.

(Ministère responsable : Commerce international Canada)

L'initiative horizontale d'Équipe Canada inc. (ECI) est un partenariat entre divers ministères et organismes fédéraux qui œuvrent avec les provinces, les territoires et d'autres partenaires à aider les entreprises canadiennes à se préparer pour les marchés mondiaux. Son but est d'offrir aux entreprises du Canada un guichet unique pour accéder à des services entièrement intégrés. ECI est une organisation virtuelle, ou grappe de services, qui n'a aucun statut juridique distinct. Elle consiste en un réseau à frais partagés, auquel chaque ministère ou organisme membre verse des droits d'adhésion annuels.

ECI est la première halte pour obtenir l'information, les compétences et l'aide dont les entrepreneurs ont besoin pour réussir à exporter sur les marchés étrangers. Elle met à la disposition des entrepreneurs une vaste gamme d'outils pour les aider à se préparer à exporter, à développer leur potentiel d'exportation et à conquérir de nouveaux marchés. C'est le mécanisme qu'ont choisi les partenaires pour concrétiser leur vision et leur stratégie intégrées pour la promotion du commerce extérieur, notamment par le développement des affaires, l'accès aux marchés, la promotion des investissements et la coopération internationale en matière de sciences et de technologie.

Au cours de l'exercice 2005-2006, l'APECA a siégé au conseil de gestion et au comité de direction de l'ECI, contribuant ainsi à en définir et à en concrétiser les buts et les orientations stratégiques. L'Agence a de plus continué d'assurer la prestation des services de première ligne d'Équipe Canada inc. par l'intermédiaire des centres de service aux entreprises du Canada partout dans la région. En répondant aux demandes de renseignements de première ligne des aspirants exportateurs, des entreprises prêtes à exporter et des exportateurs déjà actifs du Canada atlantique, l'Agence continue de contribuer à l'atteinte des objectifs d'ECI tout en aidant les PME de la région de l'Atlantique à prendre de l'essor et à développer leur potentiel de croissance. L'APECA a également poursuivi son rôle en participant aux réseaux commerciaux régionaux du Canada atlantique où elle aide à coordonner les initiatives commerciales de la région.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur cette initiative, consulter le site Web d'Équipe Canada inc. à <http://exportsource.ca>.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires, visiter le site http://www.pch.gc.ca/progs/ac-ca/progs/rc-tr/progs/canada-inc/index_f.cfm.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur toutes les initiatives horizontales du gouvernement canadien, consulter le site Web du Conseil du Trésor du Canada à http://www.tbs-sct.gc.ca/rma/eppi-ibdrp/hrdb-rhbd/profil_f.asp.

Programme infrastructures Canada
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale

(Ministère responsable : Infrastructure Canada)

Le Programme infrastructures Canada (PIC), doté d'un budget de 2,05 milliards de dollars, a été créé en 2000 en vue d'améliorer l'infrastructure municipale des collectivités urbaines et rurales de partout au pays, et d'améliorer la qualité de vie des Canadiens et Canadiennes au moyen d'investissements destinés à protéger l'environnement et à appuyer la croissance économique à long terme. La quasi-totalité des fonds du PIC ont été engagés et plus de 3 500 projets financés par le PIC ont été annoncés.

Le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique (FCIS), doté d'un budget de deux milliards de dollars, s'applique principalement à des projets d'infrastructure qui dépassent les modalités du Programme infrastructures Canada actuel.

Le budget de 2003 prévoyait une majoration de deux milliards de dollars du FCIS, et l'affectation d'un milliard de dollars au Fonds sur l'infrastructure municipale et rurale (FIMR). Le FIMR améliore et augmente le stock d'infrastructures publiques cruciales dans des secteurs comme l'eau, les eaux usées, la culture, les loisirs et tous ces éléments qui font de nos collectivités des lieux vivants et productifs où il fait bon vivre, travailler et élever des familles.

L'APECA administre les ententes relatives aux programmes d'infrastructures dans chacune des provinces atlantiques en accordant un tiers des coûts des projets aux municipalités et aux organismes non gouvernementaux.

Pour obtenir de plus amples renseignements, consulter le site Web d'Infrastructure Canada à http://www.infrastructure.gc.ca/funding/index_f.shtml.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur toutes les initiatives horizontales du gouvernement canadien, consulter le site Web du Conseil du Trésor du Canada à http://www.tbs-sct.gc.ca/rma/eppi-ibdrp/hrdb-rhbd/profil_f.asp.

Initiative de représentation accrue

(Ministère responsable : Affaires étrangères Canada)

Dans son Discours du trône de 2002, le gouvernement du Canada affirmait la nécessité d'accroître la présence du Canada aux États-Unis en vue d'accroître l'équité et la sécurité des échanges commerciaux et de promouvoir l'image de marque du Canada auprès de notre voisin américain. Pour atteindre cet objectif, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a lancé l'Initiative de représentation accrue (IRA) en invitant les principaux ministères et organismes régionaux à vocation commerciale à travailler en partenariat avec lui. En tant que partenaire, l'APECA a engagé cinq millions de dollars sur cinq ans pour la réalisation de l'IRA, dont le budget total est de 118 millions de dollars.

L'IRA vise plusieurs objectifs : resserrer les liens politiques et économiques que nous entretenons avec les États-Unis; stimuler le commerce, les investissements et l'échange de technologies; sensibiliser davantage le public américain au Canada et à ses valeurs; et accroître les retombées économiques en commercialisant et en introduisant un plus grand nombre de produits et de services novateurs aux États-Unis.

Le concept de l'IRA repose essentiellement sur la présence d'un nombre accru de bureaux canadiens dans les grands centres économiques et politiques des États-Unis. De 2003 à 2008, le Canada créera 60 postes de plus dans des villes américaines dotées d'un poids économique et politique croissant, principalement dans le Sud et dans l'Ouest.

En vertu des modalités du partenariat de l'IRA, l'équipe chargée de la gestion de ce partenariat doit défendre les intérêts généraux et commerciaux du Canada dans toutes les régions des États-Unis. La présidente de l'APECA siège au comité directeur des sous-ministres et y représente les organismes de développement régional du Canada. Ce comité a notamment pour responsabilité d'assurer la planification et l'affectation des ressources financières et humaines qui appuieront le mandat du partenariat.

Durant l'exercice 2005-2006, l'APECA a contribué à l'atteinte des objectifs prioritaires de l'IRA en défendant les intérêts politiques et en matière de politiques commerciales du Canada, en promouvant le commerce extérieur au moyen de projets élaborés pour les sociétés exportatrices et en participant à 35 projets avec ses partenaires et ses missions. Plus de 330 000 \$ des fonds relatifs à l'expansion des affaires de l'IRA ont été investis pour aider l'industrie en Atlantique. Il s'est notamment fait du travail sectoriel dans l'industrie agro-alimentaire et dans celle des fruits de mer, dans la technologie de

Partenaires de l'IRA

- Affaires étrangères Canada (responsable)
- Commerce international Canada
- Industrie Canada
- Agriculture et Agroalimentaire Canada
- Conseil national de recherches du Canada
- Développement économique Canada pour les régions du Québec
- Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
- APECA

l'information et des communications et dans des initiatives visant le développement des femmes exportatrices. Par ailleurs, l'attraction et la promotion de l'investissement demeurent d'autres domaines clés de la stratégie IRA de l'Agence. Un travail colossal a été réalisé avec des investisseurs américains clés pour attirer et promouvoir l'investissement dans la région de l'Atlantique. Ce travail a notamment compris des sollicitations d'entreprises, des tables rondes et des réceptions de réseautage.

Durant l'exercice, l'Agence a aussi placé cinq membres du personnel dans divers postes IRA de courte et de longue durée aux États-Unis, précisément à Boston, à Chicago, à Miami et à Dallas.

Consulter le site Web à

http://w01.international.gc.ca/minpub/Publication.asp?publication_id=380348&Language=F&docnumber=139.

Pour obtenir plus de renseignements sur toutes les initiatives horizontales du gouvernement canadien, consulter le site Web du Conseil du Trésor du Canada à http://www.tbs-sct.gc.ca/rma/eppi-ibdrp/hrdb-rhbd/profil_f.asp.

Programme international du Canada pour l'agriculture et l'alimentation

Dans le volet international du Cadre stratégique pour l'agriculture, le Programme international du Canada pour l'agriculture et l'alimentation (PICAA) sert à financer des projets entrepris par des associations industrielles et des groupes de denrées pour promouvoir leur image de marque et conquérir de nouveaux marchés.

Le PICAA est un programme de contributions à frais partagés destiné à appuyer les activités de l'industrie canadienne de l'alimentation dans les domaines de la promotion de l'image de marque, de l'expansion des marchés, de la défense des intérêts commerciaux et du marketing technique. L'objectif consiste à soutenir les interventions de l'industrie afin d'exécuter une stratégie nationale exhaustive pour acquérir et élargir la reconnaissance internationale des produits agroalimentaires canadiens à l'étranger ainsi qu'à accroître les débouchés de ces produits.

Le programme vise à aider l'industrie à élaborer des stratégies à long terme qui lui permettront de prospérer sur des marchés clés, de satisfaire aux exigences croissantes des consommateurs et de faire face à la concurrence mondiale. Il a également pour but de faciliter l'accès des produits et services agricoles et liés aux fruits de mer du Canada sur les marchés mondiaux et de renforcer la capacité de l'industrie de commercialiser des produits à l'étranger.

Les fonds destinés au programme proviennent d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. L'APECA siège à titre de membre votant au comité directeur de la stratégie et se fait le défenseur des produits issus du Canada atlantique. Le comité approuve l'affectation de fonds à des stratégies de développement à long terme et formule des recommandations au sujet de politiques qui influent sur les différents programmes ou équipes.

Durant l'exercice 2005-2006, l'Agence a travaillé étroitement avec le Partenariat pour l'exportation des produits alimentaires du Canada atlantique pour aider à obtenir des fonds du PICAA pour diverses activités d'expansion du commerce, notamment une mission éducative sur les fruits de mer à New York à l'intention des nouveaux exportateurs, une mission de développement des compétences à Boston pour les exportateurs existants et diverses séances et conférences de sensibilisation au marché.

Pour obtenir plus de renseignements, consulter le site Web du PICAA à http://www.agr.gc.ca/int/cafi-picaa/index_f.php.

Centres de services aux entreprises du Canada

(Ministère responsable : Industrie Canada)

On trouve quatre Centres de services aux entreprises du Canada (CSEC) au Canada atlantique, soit un dans chacune des capitales provinciales. Ces centres ont été établis en tant que guichets offrant des renseignements préliminaires complets sur les services, les programmes et les règlements gouvernementaux relatifs aux entreprises. Ces centres font partie du Réseau Entreprises Canada et sont épaulés par l'APECA qui agit comme partenaire fédéral de gestion pour Entreprises Canada au Canada atlantique.

Pour obtenir plus de renseignements, se reporter à l'activité de programme *Accès à l'information relative aux affaires* dans la Partie II du document principal du Rapport ministériel sur le rendement de l'APECA de 2006 ou consulter le site Web d'Entreprises Canada à <http://entreprisescanada.gc.ca/gol/cbec/site.nsf/fr/index.html>.

Pour obtenir plus de renseignements sur toutes les initiatives horizontales du gouvernement canadien, consulter le site Web du Conseil du Trésor du Canada à http://www.tbs-sct.gc.ca/rma/eppi-ibdrp/hrdb-rhbd/profil_f.asp.

Développement économique des collectivités autochtones

La responsabilité pour le développement économique des collectivités autochtones est partagée avec d'autres ministères du gouvernement fédéral, y compris Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC), Pêches et Océans Canada (MPO), Industrie Canada et Ressources humaines et Développement social Canada (RHDSO). L'APECA continue de faire des progrès dans ses efforts visant à cerner des occasions accrues de développement économique pour les Autochtones et à en arriver à une approche coordonnée et concertée, à la fois à l'interne et en partenariat avec d'autres ministères fédéraux partageant le mandat. Toutefois, l'APECA n'a pas de programmes ciblant spécifiquement les demandeurs autochtones. Dans la plupart des cas, la souplesse des programmes existants est suffisante pour satisfaire les initiatives de développement des collectivités autochtones. L'Agence a la capacité d'investir non seulement dans des entreprises et des collectivités autochtones, mais aussi dans des secteurs prioritaires cernés par les propriétaires d'entreprises autochtones eux-mêmes : perfectionnement des compétences en gestion, amélioration de la productivité, conquête de nouveaux marchés, innovation et financement. En 2005-2006, l'Agence a continué à améliorer et à renforcer ses mécanismes internes de coordination et elle participe pleinement aux efforts fédéraux d'amélioration de la coordination.

L'APECA a poursuivi ses efforts d'amélioration et de renforcement du Réseau des services aux entreprises autochtones (RSEA). Pour l'essentiel, ce réseau prend les renseignements commerciaux offerts par les Centres de services aux entreprises du Canada de la région, les adapte à un auditoire d'entrepreneurs autochtones, puis les rend facilement accessibles en les diffusant sur plus de 40 sites qui constituent un réseau mis en place dans les collectivités autochtones. Un examen du RSEA visant à déterminer comment rehausser le service s'est déroulé au cours de la dernière année. Les améliorations seront mises en œuvre au cours de l'exercice 2006-2007.

En Nouvelle-Écosse, l'APECA a maintenu sa présence par le biais de sa participation au Forum tripartite Mi'kmaq – Nouvelle-Écosse – Canada. Constitué en 1997, le Forum tripartite est un partenariat entre les Mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse, la province de la Nouvelle-Écosse et le gouvernement du Canada qui vise à raffermir les relations et à résoudre les problèmes mutuellement préoccupants qui touchent les collectivités Mi'kmaq. Aujourd'hui, en 2006, le Forum tripartite est renommé pour son efficacité à faciliter à la fois les discussions et les résultats. De ce forum est issu le Comité de développement économique tripartite de la Nouvelle-Écosse. Coprésidé par l'APECA, il se réunit régulièrement pour discuter des enjeux, trouver des solutions et recommander des mesures au sujet du développement économique des Mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse. La réalisation des projets repose sur des ententes de financement partagé destinées à assurer que les treize Premières nations de la Nouvelle-Écosse tirent toutes des avantages communautaires.

Parmi les exemples de réalisations autochtones importantes en Nouvelle-Écosse qui ont reçu l'appui de l'APECA, de la Société d'expansion du Cap-Breton, d'Affaires indiennes

et du Nord Canada, d'Entreprise autochtone Canada et de la province de la Nouvelle-Écosse mentionnons :

- le **Centre d'interprétation Mi'kmaq** – construction d'un centre d'interprétation Mi'kmaq comme composante du Truro Power Centre de la Première nation de Millbrook.
- **Open For Business Mi'kmaq (OFB Mi'kmaq)** – appui au site OFB Mi'kmaq à Eskasoni, en Nouvelle-Écosse, et sa prestation permanente de services (par une diffusion ciblée) à toutes les collectivités de Premières nations de la Nouvelle-Écosse. OFB Mi'kmaq assure un milieu favorable et sensibilise la jeunesse aux possibilités offertes par l'entrepreneurship.
- le **Réseau des agents de développement économique (RADE)** – appui aux efforts d'officialisation du RADE, notamment la dotation d'un directeur administratif relevant des membres du RADE.
- **FirstNet** – appui au développement et présence Web permanente pour les Mi'kmaq; première source de renseignements en matière d'emploi, de démarrage d'entreprise, d'éducation, de bourses d'étude et de perfectionnement. (<http://mns-firstnet.ca>)
- le **Répertoire des entreprises autochtones** – développement d'un répertoire des entreprises autochtones qui sera transmis à tous les ordres d'administration publique qui traitent d'approvisionnement; il servira également d'outil dans les programmes d'approche et d'éducation, tels les séances de promotion auprès des fournisseurs.
- **Entrepreneurship Skills for Aboriginal Craftswomen** – programme d'acquisition de compétences en affaires par le biais d'emplacements choisis, comprenant la participation du centre de l'amitié autochtone de la Nouvelle-Écosse.
- le **Ulnooweg Development Group Inc.** – prestation d'un soutien opérationnel à l'unique société de financement autochtone du Canada atlantique afin qu'elle poursuive ses efforts d'amélioration de son rendement opérationnel.

Globalement, l'exercice 2005-2006 a été une année productive avec d'excellentes réalisations des plans de travail. Les activités de programme ont obtenu divers financements de l'APECA; elles ont produit des résultats concrets et ont contribué au développement continu du secteur du tourisme, de l'entrepreneurship, de la technologie de l'information et des communications ainsi qu'au renforcement des capacités des collectivités.

À Terre-Neuve-et-Labrador, l'APECA a continué de contribuer à la coordination accrue du soutien fédéral pour le développement économique des collectivités autochtones. L'APECA a de nouveau travaillé en partenariat avec le Conseil fédéral régional à organiser des forums sur les enjeux autochtones. Deux forums ont été tenus en 2005-2006. Celui de Happy Valley-Goose Bay a porté sur la mise en œuvre du gouvernement autonome du Nunatsiavut, sur la création des parcs nationaux de Mealey et des Monts-Torngat et sur la Stratégie en matière de ressources humaines pour les Autochtones. Le second forum, qui a eu lieu à Conne River, était axé sur l'autonomie gouvernementale de la Première nation de Miawpukek. L'APECA a, de plus, continué de présider deux comités qui soutiennent le développement économique des collectivités autochtones associé au projet de nickel de la baie Voisey : le Comité de coordination

interministériel du projet de la baie Voisey et le Comité de coordination autochtone-fédéral du projet de la baie Voisey. L'APECA collabore avec des membres de ce dernier, tels qu'Entreprise autochtone Canada, Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) et Ressources humaines et Développement social Canada (RHDS) ainsi qu'avec des organismes de développement économique des collectivités autochtones et avec des groupes locaux de développement économique régional, en vue de cerner des débouchés pour les Autochtones et de leur trouver des sources de capitaux et d'autres types d'aide.

Voici quelques exemples de réalisations importantes des collectivités autochtones soutenues par l'APECA à Terre-Neuve-et-Labrador :

- Travail continu du Centre d'aide aux entreprises innues, le *Nunatsiavut Business Centre* et le *Labrador Métis Business Centre* pour soutenir le développement des entreprises autochtones.
- Conférence sur le développement économique de quatre jours intitulée « Les bases du succès au Nunatsiavut ». Tenue à Nain, cette conférence se voulait une tribune pour déterminer et discuter des avenues possibles de développement liées à l'industrie, aux ressources naturelles et à d'autres entreprises sous le nouveau gouvernement du Nunatsiavut.
- Projet de stabilisation du bâtiment de la mission morave à Hebron, au Labrador, afin de préserver sa valeur culturelle et historique.
- Le dixième *Pow-Wow* de la Première nation Miawpukek, un événement provincial et national annuel qui permet au peuple Mi'kmaq de Conne River d'exprimer les décennies d'efforts qu'il leur a fallu pour redécouvrir et rétablir leur héritage en tant qu'un des premiers membres des Premières nations du Canada.
- Participation des Autochtones à des initiatives de développement touristiques, tel le partenariat de la Première nation Miawpukek dans l'initiative de tourisme artistique et d'exploration pour la région centre de Terre-Neuve.

Au Nouveau-Brunswick, les discussions visant à définir les orientations et les priorités se sont poursuivies entre le comité plénier de l'Initiative conjointe de développement économique (ICDE) et le comité des priorités et de la planification de l'ICDE. Ce comité est formé des coprésidents principaux et du directeur de l'ICDE, d'un représentant d'AINC, des agents de développement économique autochtone et d'un agent du développement des ressources humaines autochtones. Le comité a cerné six groupes de travail clés de l'ICDE pour 2005-2006, soit le tourisme, l'énergie éolienne, la planification du développement économique des collectivités, les compétences en milieu de travail, les ressources humaines, l'approvisionnement et les communications. Chaque groupe de travail a choisi un responsable qui coordonnera les activités et veillera à ce que le groupe soit géré efficacement et conformément à ses objectifs. Des plans d'action ont été préparés lors de la deuxième ronde de rencontres des groupes de travail.

Voici quelques-unes des réalisations des groupes de travail de l'ICDE :

- Des fonds ont été obtenus d'AINC pour placer une annonce concernant les festivités (*Pow-Wow*) des Autochtones dans le guide touristique 2006 du Nouveau-Brunswick et pour la publication d'une boîte à outils pour le tourisme

autochtone qui aidera les Premières nations à développer des produits touristiques autochtones.

- Le groupe de travail sur l'énergie éolienne organisera une séance d'information sur l'énergie éolienne pour la collectivité autochtone. Les paramètres concernant l'embauche d'un consultant pour organiser cette séance ont été définis.
- Le groupe de travail sur l'approvisionnement prévoit préparer et diriger une séance d'information sur l'approvisionnement à l'intention des collectivités de Premières nations et des entrepreneurs autochtones intéressés. Des personnes des Premières nations participeront à la planification de cet événement.
- Le groupe de travail sur la planification du développement économique des collectivités a invité le planificateur communautaire de la Première nation de Metepenagiag à présenter le plan directeur. Il a aussi été suggéré de réaliser un guide des ressources pour identifier les organismes d'aide financière susceptibles d'aider les collectivités de Premières nations.
- Le groupe de travail sur les compétences en milieu de travail et les ressources humaines a développé un énoncé de vision et défini des objectifs. Le plan d'action comprend une séance d'une journée destinée à cerner les obstacles à l'emploi pour les Autochtones.
- Deux sociétés autochtones ont participé à la mission commerciale à Boston organisée dans le cadre du programme de partenariat sur l'exportation. Ces deux entreprises (Great Spirit Canoes et ATVentures) exportent désormais leurs produits en Nouvelle-Angleterre.
- Une présentation sur l'emploi des Autochtones au Nouveau-Brunswick a été réalisée et présentée au Conseil fédéral du Nouveau-Brunswick par le coprésident autochtone de l'ICDE.
- Quarante-quatre étudiants autochtones sont inscrits au Programme du certificat d'administration des affaires des Premières nations à l'Université du Nouveau-Brunswick. Deux étudiants ont déjà obtenu leur diplôme.
- L'ICDE a aidé huit agents de développement économique autochtone à participer à des conférences portant sur le développement économique, le tourisme et l'entrepreneuriat, et les compétences en affaires.

À l'Île-du-Prince-Édouard, l'APECA continue de travailler avec la *Mi'kmaq Confederacy of Prince Edward Island* au sujet de son programme de développement économique. Un rapport décrivant sommairement les résultats attendus, les objectifs et les plans de mise en œuvre a été présenté. Des discussions préliminaires ont commencé sur un plan conceptuel de création d'un Centre culturel Mi'kmaq au parc national du Canada de l'Île-du-Prince-Édouard en collaboration avec Parcs Canada.